

À ce jour, le retour à la normale des plateformes numériques de la ville d'Anvers se fait toujours attendre en ce qui concerne le processus du permis d'environnement. Même si les délais s'améliorent graduellement mais lentement, un retard conséquent dans le traitement des dossiers a été accumulé et doit être résorbé.

Le 20 février 2023, 720 dossiers de plus que la normale pendant cette période étaient en attente.

Afin de résorber ce retard au plus vite, le collège des bourgmestre et échevins d'Anvers élabore un plan d'urgence. Ce plan contient des actions visant à augmenter la capacité de traitement, d'une part, et les effectifs, d'autre part. Un certain nombre de ces mesures sont déjà entrées en vigueur. Toutefois, il est très difficile de trouver et de recruter du personnel supplémentaire afin d'augmenter les effectifs, et la capacité additionnelle estimée n'a pas encore pu être réalisée.

Les effets se font néanmoins déjà sentir et à la mi-mai 2023, le nombre de dossiers supplémentaires est tombé à 647.

À l'heure actuelle, les prévisions établies peuvent encore être atteintes et la fin de l'arriéré ainsi que le respect des délais de traitement normaux décrétaux peuvent être estimés à l'automne 2023.

Les délais internes de traitement devraient rapidement se réduire, mais ils resteront encore longtemps légèrement supérieurs aux délais de traitement légaux.

En ce qui concerne les déclarations, les délais de traitement sont désormais normaux. Ce n'est malheureusement pas encore le cas pour les permis.

En raison de cette situation, la ville d'Anvers n'est toujours pas en mesure de respecter les délais prévus par le décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement et l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement, pour ce qui est de la procédure d'autorisation. Si les délais d'ordre sont moins problématiques, les délais de décision contraignants peuvent quant à eux entraîner des conséquences indésirables et inévitables, tant pour les demandeurs de permis que pour l'autorité publique et le public concerné. Cette situation de force majeure ne peut être imputée à la ville. Il est impératif que les demandeurs n'aient pas à en subir les effets négatifs. En effet, l'absence d'action signifierait que de nombreux demandeurs seraient confrontés à un refus tacite de leur demande.

La force majeure est un principe général de droit. Il convient toutefois d'en user avec prudence afin d'éviter tout abus, mais il semble incontestable qu'il s'agit d'une situation de force majeure.

Pour éviter les irrégularités de procédure et le dépassement des échéances, il est nécessaire de prolonger le champ d'application de la règle de force majeure de 30 jours supplémentaires. En effet, la septième prolongation de la situation de force majeure expire à la fin du mois de juillet 2023.

La prolongation rend la règle de force majeure applicable aux dossiers introduits avant le 28 août 2023, uniquement en ce qui concerne les demandes de permis. Pour les déclarations soumises à partir du 29 juin 2023, les délais ne sont plus suspendus, mais les délais prévus par décret s'appliquent.

Aussi, la situation actuelle doit clairement être considérée comme un cas d'urgence spécialement motivée, tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de sorte que l'avis de la section de Législation du Conseil d'État n'est pas requis.

LA MINISTRE FLAMANDE ARRÊTE :

Article 1^{er}. La date limite de dépôt du 31 décembre 2022 visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o de l'arrêté précité du Gouvernement flamand du 9 décembre 2022 est prolongée pour la huitième fois de trente jours.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 juillet 2023.

Bruxelles, le 4 juillet 2023.

La ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/42217]

27 AVRIL 2023. — Décret relatif au soutien à l'analyse et l'information sur la décision politique et ses effets sociaux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne, pour une période de cinq ans, après un appel public à candidatures, un opérateur ayant pour missions l'analyse et l'information sur la décision politique et ses effets sociaux visant l'appréhension critique du fonctionnement du système socio-politique de la Belgique et de l'Union européenne, de ses institutions, du rôle des acteurs qui prennent part aux décisions politiques et des processus démocratiques dans une perspective d'éducation permanente et d'émancipation individuelle et collective des publics.

§ 2. L'opérateur ainsi désigné s'engage à développer les actions suivantes :

1^o poursuivre une activité en matière de recherche scientifique et d'information en matière socio-politique, notamment dans des matières relevant des compétences de la Communauté française, et, à cet effet, éditer des ouvrages et des publications périodiques à caractère scientifique tout au long de l'année, et collaborer aux activités des établissements d'enseignement supérieur organisées ou subventionnées par la Communauté française et des établissements scientifiques relevant de la Communauté française ;

2^o rendre accessible au plus large public l'analyse des enjeux et des mécanismes de la décision publique, ainsi que du rôle des acteurs politiques, économiques, sociaux et associatifs, notamment les partis politiques, les organisations représentatives d'intérêts sociaux ou économiques et les groupes de pression ;

3^o mettre, gratuitement, à disposition sur internet des outils d'information et de vulgarisation appropriés sur différentes matières analysées, en veillant notamment à développer la vulgarisation et des outils d'initiation au système institutionnel belge en tenant compte des attentes du monde de l'enseignement et en particulier des établissements d'enseignement supérieur et du degré supérieur de l'enseignement secondaire ;

4^o livrer régulièrement des analyses socio-politiques dans la presse écrite, et les médias audiovisuels, télévisuels ou sonores, linéaires ou non linéaires relevant de la compétence de la Communauté française.

Art. 2. Pour être éligible, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

1° être constitué en association sans but lucratif, en association internationale sans but lucratif ou en fondation, conformément au Code des sociétés et des associations, ou disposé d'une personnalité juridique reconnue par une loi particulière ;

2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° présenter des garanties de pluralisme, d'objectivité, d'indépendance et d'expertise dans plusieurs champs des sciences humaines attestées notamment par la composition de ses organes de gestion et d'administration ;

4° exercer ses activités depuis au moins cinq ans ;

5° faire preuve d'une activité régulière dans la publication d'analyses des politiques publiques en Belgique et en Europe ;

6° garantir un accès public inconditionnel à des banques de données à vocation pédagogique sur les acteurs et les processus décisionnels des politiques publiques.

Art. 3. Le dossier de candidature doit contenir a minima :

1° une lettre de demande motivée ;

2° une description des activités en précisant la méthodologie de travail et les délais de réalisation ;

3° les statuts et bilan de l'association sans but lucratif ;

4° la liste des publications des chercheuses et chercheurs impliqués dans les activités susvisées, en précisant lesquelles sont en accès libre.

Art. 4. La décision du Gouvernement relative à la désignation est notifiée à l'association au plus tard trois mois après la clôture de l'appel à candidatures.

Art. 5. En cas de non-respect de l'une des conditions fixées à l'article 2, ou de manquement au Code des sociétés et associations, le Gouvernement peut suspendre ou retirer la désignation de l'association, pour autant que celle-ci ait été invitée dans un délai de quarante jours à faire valoir ses arguments ou à demander à être entendue par les services du Gouvernement. Toute décision de suspension ou de retrait de la désignation, est notifiée par envoi recommandé.

Art. 6. § 1^{er}. L'association peut introduire un recours, auprès du Gouvernement, contre toute décision de non-désignation, de suspension ou de retrait de désignation. Lorsqu'il est introduit à l'encontre d'une décision de suspension ou de retrait de désignation, le recours est suspensif.

Le recours est introduit par envoi recommandé et contient notamment les éléments suivants :

1° la motivation du recours ;

2° les arguments de faits et de droit, ainsi que les éventuels éléments nouveaux que l'association entend faire valoir.

§ 2. Tout recours doit être introduit endéans les trente jours suivant la notification de la décision contestée.

§ 3. Le Gouvernement arrête sa décision endéans les trente jours à dater de celui-ci. Si le Gouvernement ne statue pas dans ce délai et que le recours concerne une décision de suspension ou de retrait de désignation, le recours est réputé accueilli.

§ 4. Toute décision relative au suivi d'un recours est communiquée à l'association.

§ 5. Le Gouvernement arrête des modalités de procédures additionnelles éventuelles en ce qui concerne l'introduction d'un recours contre toute décision de non-désignation, de suspension ou de retrait de désignation.

Art. 7. L'association a l'obligation de faire mention de sa désignation dans ses documents, publications, recherches, études et sites officiels.

Art. 8. Si plusieurs opérateurs introduisent une candidature recevable, le Gouvernement désigne l'opérateur sur la base du classement établi par un jury, selon :

1° la capacité à remplir les missions visées à l'article 1^{er}, § 2 ;

2° la qualité des éléments renseignés dans le dossier de candidature visé à l'article 3 ;

3° les canaux médiatiques dont il dispose pour diffuser les résultats des recherches menées.

La composition du jury est fixée par le Gouvernement.

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice des subsides octroyés en application d'autres décrets, et pour lui permettre de rencontrer les objectifs visés à l'article 1^{er}, § 2, le Gouvernement accorde annuellement à l'association désignée une subvention de 532 000 euros. Pour l'année 2023, ce montant est indexé en fonction du rapport du rapport entre l'indice santé du mois de janvier 2023 et celui du mois de janvier 2022.

À partir de l'année 2024, le montant adapté visé à l'alinéa 1^{er} est indexé annuellement sur la base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

§ 2. Les moyens visés au paragraphe 1^{er} sont affectés aux dépenses relatives aux activités de recherche scientifique et de vulgarisation de l'opérateur, qu'il s'agisse de frais de personnel ou de frais de documentation, de secrétariat et de fonctionnement.

§ 3. En vue de bénéficier des moyens visés au paragraphe 1^{er}, l'opérateur transmet annuellement ses comptes et son budget aux services du Gouvernement.

Art. 10. Le Gouvernement conclut avec l'opérateur une convention pluriannuelle qui détermine a minima :

- 1° la composition d'un comité d'accompagnement ;
- 2° les éléments devant figurer dans le rapport d'activités ;

3° les axes d'analyse prioritaires, un plan d'actions et les objectifs prévus pour la durée de la convention ainsi que leurs modalités de l'évaluation intermédiaire et finale, celle-ci intervenant au plus tard six mois avant le terme de la convention.

Art. 11. Sur la base de la première évaluation finale visée à l'article 10, 3°, les Services du Gouvernement évaluent l'effectivité et l'efficacité du présent décret.

Le rapport d'évaluation est transmis au Parlement.

Art. 12. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 530-1. – Rapport de commission, n° 530-2 – Amendement(s) en séance, n° 530-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 530-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. — Séance du 26 avril 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42217]

**27 APRIL 2023. — Decreet inzake steun voor analyse en informatie
over beleidsvorming en de maatschappelijke effecten daarvan**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. § 1. De Regering benoemt, voor een periode van vijf jaar, na een openbare oproep tot kandidaten, een operator die tot opdracht heeft de politieke besluitvorming en de maatschappelijke effecten daarvan te analyseren en te informeren, teneinde een kritisch inzicht te verwerven in de werking van het sociaal-politieke stelsel van België en van de Europese Unie, van zijn (haar) instellingen, van de rol van de actoren die deelnemen aan de politieke besluitvorming en van de democratische processen, met het oog op permanente vorming en de individuele en collectieve emancipatie van de burgers.

§ 2. De aldus aangewezen operator verbindt zich ertoe de volgende acties te ontwikkelen:

1° een activiteit uit te oefenen op het gebied van wetenschappelijk onderzoek en voorlichting in sociaal-politieke aangelegenheden, inzonderheid in aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, en te dien einde het hele jaar door werken en tijdschriften van wetenschappelijke aard uit te geven en mee te werken aan de activiteiten van instellingen van hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en van wetenschappelijke instellingen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen;

2° de analyse van de vraagstukken en de mechanismen van de openbare besluitvorming, alsmede de rol van de politieke, economische, sociale en verenigingsactoren inzonderheid politieke partijen, organisaties die sociale of economische belangen behartigen en pressiegroepen, voor een zo groot mogelijk publiek toegankelijk maken;

3° op het internet gratis passende informatie- en populariseringsinstrumenten over de verschillende geanalyseerde onderwerpen ter beschikking stellen, waarbij er inzonderheid op wordt gelet populariserings- en initiatie-instrumenten voor het Belgische institutionele stelsel te ontwikkelen, rekening houdend met de verwachtingen van de onderwijswereld en meer specifiek de instellingen voor hoger onderwijs en het secundair onderwijs van de hogere graad;

4° het regelmatig verstrekken van sociaal-politieke analyses in de geschreven pers en de audiovisuele, televisie- of geluidsmedia, lineair of niet-lineair, onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Om in aanmerking te komen moet de operator aan de volgende criteria voldoen:

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, internationale vereniging zonder winstoogmerk of stichting, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, of een door een bijzondere wet erkende rechtspersoonlijkheid hebben;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° garanties bieden voor pluralisme, objectiviteit, onafhankelijkheid en deskundigheid op verschillende gebieden van de menswetenschappen, zoals inzonderheid blijkt uit de samenstelling van zijn beheers- en bestuursorganen;

4° ten minste sinds vijf jaar actief zijn;

5° blijk geven van een regelmatige activiteit bij de publicatie van analyses van het overheidsbeleid in België en Europa;

6° het publiek onvoorwaardelijk toegang garanderen tot pedagogische gegevensbanken over de actoren en het besluitvormingsproces van het overheidsbeleid.

Art. 3. Het aanvraagdossier bevat ten minste:

1° een met redenen omklede aanvraagbrief;

2° een beschrijving van de werkzaamheden, met vermelding van de werkmethode en het tijdschema voor de verwezenlijking ervan;

3° de statuten en de balans van de vereniging zonder winstoogmerk;

4° de lijst van publicaties van de onderzoekers die bij bovengenoemde activiteiten betrokken zijn, met vermelding van de open access publicaties.

Art. 4. De beslissing van de Regering over de aanwijzing wordt uiterlijk drie maanden na de sluiting van de oproep tot kandidaatstelling aan de vereniging meegedeeld.

Art. 5. In geval van niet-naleving van één van de voorwaarden vermeld in artikel 2, of in geval van niet-naleving van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen, kan de Regering de aanwijzing van de vereniging schorsen of intrekken, mits de vereniging binnen een termijn van veertig dagen wordt uitgenodigd om haar argumenten naar voren te brengen of te verzoeken om door de diensten van de Regering te worden gehoord. Elke beslissing tot schorsing of intrekking van de aanwijzing wordt bij aangetekend schrijven meegedeeld.

Art. 6. § 1. De vereniging kan bij de Regering beroep instellen tegen elke beslissing tot niet-aanwijzing, schorsing of intrekking van een aanwijzing. Het beroep tegen een beslissing tot schorsing of intrekking van een aanwijzing heeft schorsende werking.

Het beroep wordt bij aangetekende brief ingediend en bevat onder meer de volgende gegevens

1° de gronden van het beroep;

2° de argumenten feitelijk en rechtens, alsmede alle nieuwe elementen die de vereniging wenst aan te voeren.

§ 2. Elk beroep moet worden ingesteld binnen dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

§ 3. De Regering beslist binnen dertig dagen na het beroep. Indien de Regering binnen deze termijn geen beslissing neemt en het beroep betrekking heeft op een beslissing tot schorsing of intrekking van de aanwijzing, wordt het beroep geacht te zijn toegestaan.

§ 4. Elke beslissing over het gevolg dat aan een beroep wordt gegeven, wordt aan de Vereniging meegedeeld.

§ 5. De Regering stelt de nadere regels vast voor eventuele aanvullende procedures voor het instellen van een beroep tegen een beslissing om een aanwijzing niet te verlenen, te schorsen of in te trekken.

Art. 7. De vereniging is verplicht haar benaming te vermelden in haar documenten, publicaties, onderzoek, studies en officiële websites.

Art. 8. Indien meerdere operators een ontvankelijke aanvraag indienen, wijst de Regering de operator aan op basis van de door een jury vastgestelde rangorde, volgens:

1° het vermogen om de opdrachten bedoeld in artikel 1, § 2, te vervullen;

2° de kwaliteit van de informatie in het in artikel 3 bedoelde aanvraagdossier;

3° de mediakanalen waarover hij beschikt om de resultaten van het uitgevoerde onderzoek te verspreiden.

De samenstelling van de jury wordt bepaald door de regering.

Art. 9. § 1. Onverminderd de subsidies toegekend krachtens andere decreten en om haar in staat te stellen de doelstellingen bedoeld in artikel 1, § 2, te bereiken, kent de Regering aan de aangewezen vereniging een jaarlijkse subsidie toe van 532.000 euro. Voor het jaar 2023 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de verhouding tussen de gezondheidsindex van januari 2023 en die van januari 2022.

Vanaf 2024 wordt het in lid 1 bedoelde aangepaste bedrag jaarlijks geïndexeerd op basis van het in het voorgaande jaar vastgestelde bedrag, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken jaar en dat van januari van het voorgaande jaar.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde middelen worden aangewend voor de uitgaven in verband met de activiteiten van de operator op het gebied van wetenschappelijk onderzoek en verspreiding, ongeacht of deze betrekking hebben op personeelskosten dan wel op documentatie-, secretariaats- of werkingskosten.

§ 3. Om van de in paragraaf 1 bedoelde middelen gebruik te kunnen maken, legt de operator jaarlijks zijn rekeningen en begroting voor aan de regeringsdiensten.

Art. 10. De Regering sluit met de operator een meerjarenovereenkomst waarin ten minste opgenomen zijn:

1° de samenstelling van een begeleidend comité;

2° de elementen die in het activiteitenverslag moeten worden vermeld;

3° de prioritaire analysegebieden, een actieplan en de doelstellingen voor de looptijd van de overeenkomst, alsmede de regelingen voor de tussentijdse en de eindevaluatie, welke laatste uiterlijk zes maanden voor het einde van de overeenkomst plaatsvindt.

Art. 11. Op basis van de eerste eindevaluatie bedoeld in artikel 10, 3°, evalueren de regeringsdiensten de doeltreffendheid en de doelmatigheid van dit decreet.

Het evaluatieverslag wordt aan het Parlement overgezonden.

Art. 12. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 27 april 2023

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting* 2022-2023

Stukken van het Parlement. - Ontwerpdecreet, nr. 530-1. - Commissieverslag, nr. 530-2. - Vergaderingsamendement(en), nr. 530-3 Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 530-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. — *Zitting* van 26 april 2023.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2023/203572]

19 JANVIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D. — Erratum

Le générique identifiant l'administration d'origine de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 27 juin 2023, à la page 57148, doit se lire comme suit « SERVICE PUBLIC DE WALLONIE ».

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2023/203572]

19 JANUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waals Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D. — Erratum

De generieke naam om de administratie van oorsprong van bovenvermeld besluit aan te duiden, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 2023, op bladzijde 57148, dient te worden gelezen als "SERVICE PUBLIC DE WALLONIE".